

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18091- 70ÈME ANNÉE

Conférence sur l'engagement des femmes en politique

Lutte des femmes :

« il y a encore du travail à faire »

Au cours d'une conférence sur le combat des femmes réunionnaises, organisée hier 8 mars par la section communiste de Saint-Paul à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, trois femmes ont fait part de leur engagement et témoigné de leur volonté de changer les choses.

La section PCR de Saint-Paul organisait hier une conférence à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes. Le thème : l'engagement des femmes en politique. Yvan Dejean, co-secrétaire général du PCR, a évoqué le livre de Marie-Hélène Berne, « L'encre de la mémoire », qui est « un reflet de la lutte des femmes en général ». Toutefois, « au PCR, on n'a pas attendu une loi pour faire la promotion des femmes. Dans l'histoire, il y a eu des camarades qui ont lutté et ont bénéficié, nous les hommes, de cette lutte ».

Pour ce dernier, « il n'y a pas de sexisme », ni de distinctions à faire entre « la lutte des femmes et celle des hommes », car « on est un peuple uni pour continuer ensemble, hommes et femmes, à lutter contre toutes les inégalités ».

Lutter contre toutes les inégalités

Des inégalités persistantes contre les femmes, que ce soit au travail, dans l'emploi, le niveau de rémunération, de considération. Malgré cela, de nombreuses femmes s'engagent mais pour qui il faut adapter « l'emploi du temps », car « c'est un élément important » pour les femmes. « L'engagement en politique des femmes ne doit pas seulement être en nombre », mais aussi en qualité, a expliqué Philippe Yée Chong Tchi Kan, secrétaire de section de Saint Paul.

Pour ce dernier, il est important de « permettre aux femmes de mener ce que la société leur impose et développer leurs responsabilités politiques ». Ainsi, « un travail a été fait,

mais il y a encore du travail à faire pour que le combat des femmes n'en soit plus un », a assuré ce dernier. D'ailleurs, la lutte contre les inégalités, découlant de la loi du 19 mars 1946, nécessite pour Yvan Dejean, « une ambition » pour La Réunion, qui « est de voir demain un peuple uni, rassemblé et libéré. C'est une conviction qu'on doit faire partager au plus grand nombre ».

Pour le co-secrétaire général du PCR, « la lutte n'est pas finie », elle passe par un projet en accord avec les aspirations de la population, mais « pour et par les Réunionnais, défendu et mis en œuvre par les Réunionnais ». Un souhait également exprimé par les trois intervenantes, également candidates à l'élection départementale des 22 et 29 mars 2015.

Pour Claudia, mère de sept enfants, « la politique et moi, ça fait deux, mais quand j'ai vu le travail fait par le PCR, j'ai décidé de m'engager ». Un engagement politique dans la suite de ses responsabilités au sein de sa paroisse, dans le comité des parents d'élève et dans diverses associations. Son objectif est de changer les choses, à l'instar de Wendy, 22 ans. Cette dernière veut « défendre le combat des jeunes qui galère et que ne trouve pas de travail ».

Changer les rapports

De son côté, Simone Yée Chong Tchi Kan, « engagée en politique bien avant de couler un bulletin de vote dans l'urne », il est important de dénoncer « le silence des femmes au pouvoir », face aux injustices vécues par les femmes, sans parti pris.

Pour cette dernière, « l'égalité politique est inséparable de l'autonomie sociale » des femmes. D'autant plus quand « des femmes ont confisqué les pouvoirs politique et médiatique pour leurs intérêts ». Pour cette dernière, il y a un potentiel de 300.000 femmes en âge de s'engager en politique, qui devraient compter sur la solidarité des femmes déjà engagée et élus.

L'ensemble des participants ont espéré qu'au sein du Conseil départemental, la place des femmes sera également reconnue lors de la distribution des mandats de vice-présidence. Cependant, pour préparer l'avenir, il faut étudier son passé, a laissé entendre Ary Yée Chong Tchi Kan.

Pour ce dernier, « notre histoire n'est pas étudiée, mais on peut imaginer la situation des femmes », il y a 350 ans. D'autant plus qu'il n'y a avait que 20 femmes pour 80 hommes. Une situation compliquée qui a laissé des traces dans l'Histoire mais également dans les êtres. « Les femmes à l'époque n'avaient pas droit, si ce n'est d'accepter, par la force. C'était le règne du viol », a expliqué le co-secrétaire général du PCR. Raison pour laquelle, l'apprentissage de l'histoire de La Réunion est indispensable pour les générations actuelles et futures, a-t-il expliqué.

Céline Tabou

Ecoles, collèges, lycées et université fermées dans le nord et l'est **Le plus grand danger : les radiers**

Depuis samedi, La Réunion est touchée par de fortes pluies. Une fois encore, les radiers sont la source de tous les dangers. À quand leur remplacement par des ouvrages sécurisés ? C'est une proposition de longue date du PCR.

Depuis samedi, de fortes pluies s'abattent sur La Réunion. L'épisode le plus intense devait commencer la nuit dernière. Suite aux prévisions de Météo France, le préfet a décidé de placer les communes du nord et de l'est en vigilance fortes pluies renforcées. De plus, le représentant de l'État a également décrété la ferme-

ture des écoles, collèges et lycées dans ces territoires. L'université sera également fermée à Saint-Denis aujourd'hui.

Une fois encore, les radiers sont le danger numéro un. Plusieurs personnes ont failli être emportées sur le radier du Ouaki, entre Saint-Pierre et Saint-Louis. La presse parle de miraculés qui sont passés très près

de la catastrophe.

Dans le communiqué annonçant sa décision, le préfet précise bien que le transport scolaire ne sera pas assuré dans le nord et l'est. Aucun bus scolaire ne circulera aujourd'hui sur un radier dans cette région.

Comme à chaque épisode de forte pluie, le danger des radiers surgit à nouveau. La solution est pourtant connue, c'est la sécurisation du franchissement des ravines. 500 ponts sont à construire, c'est un grand chantier en perspective pour le BTP. Le 22 février dernier à Sainte-Suzanne, le PCR n'a pas manqué de rappeler cette proposition.

Un groupe malgache devient le troisième opérateur télécom **Telma arrive à La Réunion**

Selon les Echos de vendredi, Altice Numéricable va céder à Telma les actifs de Only dans l'océan Indien, qui faisaient à l'origine partie du groupe antillais Outremer Télécom. Ce choix sera soumis à la validation de l'Autorité de la concurrence. Aucun groupe réunionnais n'a donc été retenu alors que Océinde, connu sous la marque Zeop, était candidat.

A la fin du mois d'octobre, Altice-Numéricable avait acheté SFR. À La Réunion et à Mayotte, cette opération avait des conséquences bien plus grandes qu'en France. Dans notre île, Altice avait déjà acheté Mobius, l'ex-société de Yann Le Prince, président du MEDEF-Réunion, ainsi que le groupe

antillais Outremer Télécom, plus connu sous la marque Only. En achetant SFR en France, Altice devient aussi le propriétaire de SRR, autrement SFR-Réunion. Cela place Altice-Numéricable en position dominante pour le téléphone mobile, avec plus de 60 % de parts de marché à La Réunion, et plus de 90 % à

Mayotte.

C'est pourquoi l'Autorité de la concurrence a donné son accord à la prise de contrôle de SFR par Altice. Elle a demandé la vente d'une partie des actifs. Altice a choisi de céder Only. D'après les Echos de vendredi, elle est entrée en négociation exclusive avec Telma, opérateur de télécommunication à Madagascar. Il a plus de 1,5 million d'abonnés, sans compter tous les usagers des cartes prépayées, et les utilisateurs de son service de transfert d'argent.

Les Echos indiquent que l'offre de Telma avoisinerait les 70 millions d'euros.

Le Premier ministre de l'Inde en tournée dans l'océan Indien **Narendra Modi à Maurice après-demain**

Narendra Modi sera à Maurice mercredi dans le cadre d'une tournée dans notre région. Le Premier ministre de l'Inde visitera également les Seychelles, les Maldives et le Sri Lanka. Selon la presse de l'Inde, ce voyage entre dans le jeu de la compétition entre l'Inde et la Chine, deux superpuissances économiques du 21e siècle.

Le Premier ministre indien, Narendra Modi, est attendu à Maurice le 11 mars pour une visite de 48 heures, en tant qu'invité d'honneur aux célébrations marquant le 47e anniversaire de l'indépendance de l'île qui sera célébrée le jeudi 12 mars, a appris la PANA ce samedi, de source officielle dans la

capitale mauricienne.

Selon son programme de visite, le visiteur aura des entretiens avec son homologue mauricien, Sir Anerood Jugnauth, et aussi avec le président de la République de Maurice, Kailash Purryag, et le leader de l'opposition, Paul Bérenger.

Il visitera « l'Aapravasi Ghat », dans

la capitale mauricienne, lieu de débarquement des premiers immigrants indiens, il y a 175 ans dans l'île et le « Ganga Talao », un lac sacré pour les Hindous, situé dans le Sud de l'île, qui accueille des centaines de milliers de pèlerins locaux et étrangers annuellement.

Selon des journaux indiens, cette visite s'inscrit dans la démarche indienne de contrer la montée en puissance de la Chine dans cette partie du monde.

M. Modi visitera également trois autres pays de l'Océan Indien, à savoir les Seychelles, les Maldives et le Sri Lanka.

Edito

Quand Madagascar s'éveille, La Réunion tremble

A chaque conférence de presse, Paul Vergès ne manque pas de rappeler que dans une génération, Madagascar comptera près de 50 millions d'habitants, et commencera à peine à exploiter les immenses ressources de son sous-sol et de son environnement marin. Pendant ce temps, dans une génération, La Réunion aura un million d'habitants.

À 20 ans de cette échéance, La Réunion vit toujours dans des structures figées depuis plus de 60 ans, avec des inégalités qui s'aggravent, le chômage qui augmente, l'industrie qui décline et une économie passée sous le contrôle de groupes extérieurs. Le cadre actuel ne donne pas de bonnes perspectives.

À Madagascar, les dirigeants de ce pays veulent en faire un pays émergent. Les Réunionnais savent à quoi correspond cette définition. Madagascar veut arriver au niveau de vie de l'Inde ou de la Chine aujourd'hui.

Madagascar n'est distante que de quelques centaines de kilomètres de La Réunion, elle a fortement contribué au peuplement de notre île, et pourtant les regards des Réunionnais se tournent beaucoup plus vers l'Europe, puis l'Inde ou la Chine plutôt que vers cette île sœur. À l'époque coloniale, La Réunion avait été utilisée par la France comme base de la conquête de Madagascar. Elle était une colonie colonisatrice. Quand sur le plan administratif Madagascar était dotée d'un gouverneur plus puissant que celui de La Réunion, l'amour-propre de la classe dominante réunionnaise en avait pris un coup. Malgré tout, c'est à Madagascar que des Réunionnais allaient poursuivre leurs études, et c'est de là que venait une grande partie de ce qui n'était pas produit à La Réunion.

L'abolition du statut colonial a remis en cause cette relation. Le fossé s'est créé entre La Réunion, pays soutenu par les transferts publics venus d'un des pays les plus riches du monde, et Madagascar qui n'en bénéficie pas.

Pour de nombreux Réunionnais, Madagascar est un lieu de vacance où la misère prolifère. Certains de nos compatriotes vont même jusqu'à profiter honteusement de cette inégalité.

À La Réunion, les trois principaux opérateurs de téléphonie mobile sont entre les mains de groupes extérieurs : SFR, Orange et Outremer Télécom. L'arrivée de Altice-Numéricable a tout changé. Cette société a acheté Outremer Télécom, la marque Only, puis SFR l'an dernier. Cela s'additionne à Mobius qui lui appartenait déjà. Pour valider l'achat de SFR, l'Autorité de la concurrence a obligé Altice-Numéricable à céder une partie de ses actifs à La Réunion et à Mayotte. Altice-Numéricable a choisi de céder Only. Les Réunionnais de Océinde étaient sur les rangs. Mais Altice a décidé de vendre Only à Telma, un groupe de Madagascar. Si cette transaction se confirme, alors une entreprise de Madagascar sera le troisième opérateur de téléphone mobile à La Réunion, derrière deux groupes occidentaux, Altice-Numéricable et Orange.

Cette opération est-elle une préfiguration des futures relations économiques entre Madagascar, futur pays émergent de 50 millions d'habitants, et La Réunion, île d'un million d'habitants dans son voisinage ? Madagascar s'éveille, et La Réunion tremble déjà.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
70e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Otè

Bann z'OGM Monsanto ! Kosa i fé éstèr ?

Na poin lontan, kan la ékrir dann Témoignages na in gran danzé i ménas kann par raport bann z'OGM, in léktèr la di li konpran pa pou kosa bann plantèr désèrtin péi l' afrik, l'Inn épi d'ot landroi ankòr lé bien kontan avèk z'ot somans koton Zé-èm. L'èr-la, li oi pa pou kosa bann plantèr kann i doi s'anpass in bon n'afèr konmsa... Lé vré OGM sa nana plizyèr prinsip mé lo pli prinsipal sé fé ènète bann plant noré zamé aparète natirèlman.

OGM, na sak lé pour, na sak lé kont, nana sak lé simploman méfyan é i domann aplik lo prinsip prékosyon... Dakor, mé na inn, mi domann amoin akòz i lès ali lo droi fane partou, sé bann l'ogm roundup ready. Pou kosa, mi di sa, pars li donn arienk lo droi pou sali la natir. Li fé bann varyété, koton, mayi, kann épi sa lé paré pou sipòrt son tyèr d' zerb « round up ». Donk, ou i fé bann plantasyon, apré sa ou i bonbard ali kout roundup, kisoï kout l'aviyon, kisoï kout l'élé koptèr san triyé (la pa bézoin zèrbisid séléktif !) bonbard tout épi si nana in pé travayèr imigré dann karo, bonbard azot galman. Si i fé pa d'bien, i fèr ar pa d'tor.

Solman oïla, i ariv in zour, ou i tonm dsi in zèrb in pé pli fourné, ou i bonbard ali mé li kaptir out kapasité pou rézis bann z'inséktisid é li lé tèlman rézistèr, tèlman dir ké li okip tout lo plantasyon. L'èr-la, i fo arash avèk la min ? Non i fo armète in n'ot doz in n'ot dézèrban an priyan bondyé ké lo pli pir i ariv pa. Sa l'ariv, dann l'! amèrik avèk l'amarante (mèm famiy ké la ké mimate, sak i fléri dann nout zardin) é mi pé dir azot bann plantèr i abandone an vitès zot somans ozm pou artonm dakor avèk zot somans dopi lontan..

Alors, kosa i fé avèk l'ozm mésyé monsanto ?, I lès so mal fondé kontinyé ? Sansa i fout ali in bon kalpyé, in kou d'rès trankil.

Justin

NB L'amarante, in mové zèrb ? Pa ditou, i fé bon salad ansanm, épi nana plizyèr syèk li lé la pou ranpli boujaron demoun. Arzout ankòr tout son bone kalité. Si li gingn fé la guèr kont Monsanto, sé in kalité an plis.

« Mi nourri pa lo vèr pou pik mon kèr ! »-In kozman pou la rout

Kozman la in tonm tro bien zordi. Bin oui, si ou i plant bann plantaz zénétkman modifyé, pétète ou i an tir in bon parti, mé kan son mové koté i ariv. Sé l'èr k'sé l'èr, sé l'èr k' sé pi l'èr... An zénéral i di sa dann lo ka in mové maryaz : kan inn é l'ot lé mal asorti, i ariv k'inn i rode détrui l'ot é tansyon zéklèr. Sa lé vré dann travay : si ou i pran in salaryé la pa bon, ou sinonsa si ou i rant shé in mové patron. Oi zot mèm lo rézilta ! Dann la politik, ou i mète anlèr in moun i fo pa, alor anplègn pa ou apré. Sa i di azot kékshoz ? Pétète pa, mé fé travay in kou zot koko, fé bouy zot matyèr griz é lé posib ké rant-rant ni pé z'ète dakor rantre nou. Fé roulé férèr !